

Saint-Etienne du Rouvray



Voilà près d'un an que nous siégeons au Conseil municipal. Après quelques hésitations, quelques erreurs, malgré l'attitude condescendante du maire, nous arrivons maintenant à y tenir notre place.

Nous avons voté contre le transfert à la métropole des compétences de la commune et des emplois concernés. Nous avons voté contre un budget dont le maire dit lui-même qu'il est insuffisant et qui augmente les impôts locaux de 3,5%. Nous avons voté contre les subventions à l'école privée. Nous avons soutenu tout ce qui allait dans le sens de l'amélioration du service public.

Il est important pour nous que la population soit complètement informée des enjeux et débats du conseil municipal.

Certains pensent qu'en votant pour le Front National ils amélioreront la situation. Ils se trompent lourdement. Le FN ne cherche qu'à nous diviser entre religions, entre origines au plus grand profit de nos exploités.

Ce n'est pas en votant FN qu'on combattrait efficacement la politique antisociale du gouvernement Hollande Valls Macron.

C'est en lui opposant un front uni de lutte contre l'austérité, contre les licenciements, contre le racisme, pour l'égalité sociale, l'égalité des droits.

Une autre politique, vraiment à gauche est nécessaire. Elle est possible !

Philippe Brière et Noura Hamiche.



Vraiment à gauche !

Février 2015

Pour vivre ensemble, luttons ensemble!

Après les attentats contre Charlie Hebdo et le supermarché juif de Vincennes, des millions de gens se sont rassemblés pour exprimer leur émotion. Nous en étions. Mais l'indignation a été utilisée par les médias et le pouvoir politique pour nous entraîner dans un consensus national, européen et mondial, pour être tous des Charlie, pour que la population fasse bloc derrière le drapeau et la République. Cette manipulation avait un but : amener les peuples de France et d'Europe à accepter des lois d'exception, nous préparer à accepter aussi de nouvelles mesures d'austérité, la destruction du Code du Travail et les innombrables articles anti sociaux de la loi Macron.

Les ministres de l'intérieur des différents pays occidentaux se sont réunis pour créer de nouvelles lois d'exception face au terrorisme. Ces mesures auront peu d'efficacité contre les terroristes. Les principales victimes seront les humanistes, les pacifistes, les antiracistes, les écologistes, les militants syndicaux et politiques.

Le gouvernement et les médias n'expliquent pas pourquoi des individus passent à l'acte et assassinent. Le terreau du terrorisme c'est aussi la désespérance face à la misère et l'exploitation, face au chômage, au rejet parce que l'on n'a pas la même couleur de peau, que notre nom n'a pas la même consonance nationale... L'insistance avec laquelle des journalistes et politiciens ont mis la pression sur les musulmans en leur demandant de s'excuser de crimes qu'ils n'ont pas commis est inadmissible. L'humiliation aussi, ça fait des ravages.

Il y a deux ans, le département supprimait la moitié des moyens de l'éducation spécialisée. Aujourd'hui, nous voyons combien ces moyens font cruellement défaut, combien sont désemparés les éducateurs et éducatrices, mais aussi les enseignants dans nos collèges et nos lycées. Voilà des priorités que devraient se donner, non seulement la commune dans la mesure de ses compétences, mais aussi le département et le gouvernement. Plutôt que de mettre un flic derrière chaque jeune, qu'on se donne les moyens d'une vraie éducation nationale, publique, laïque, mais d'une laïcité compréhensible.

Bulletin des élu-es et de l'équipe
Saint-Etienne Vraiment à gauche !
soutenue par le



Un homme qui dort dehors.

Un homme qui dort sous la tente par moins 3° devant l'église du Madrillet. C'est insupportable... et pourtant! Des habitants lui sont venus en aide: un duvet, une soupe... Mais la générosité n'est pas la vraie solution. Combien d'enfants arrivent à l'école le matin le ventre vide? Combien de femmes battues ne peuvent fuir leur mari faute d'hébergement? Combien de personnes ignorent leurs droits au RSA ou à des allocations faute d'antennes des services sociaux?

Les filets de sécurité de notre société manquent: droit au logement non appliqué, pénurie d'hébergements d'urgence... Les instruments de la solidarité nationale sont attaqués par la concurrence des intérêts privés, les assurances, la médecine libérale.

En Grèce, le libéralisme a détruit aussi ces instruments de solidarité. Salaires et retraites diminués de moitié, chômage de masse, hôpitaux fermés... voilà ce qui pourrait nous arriver si nous laissons faire le gouvernement et la loi Macron.

Alors, comme en Grèce, comme en Espagne, barrons la route à l'austérité, à la destruction de nos services publics à la casse du Code du travail. Sinon, c'est par milliers que nous pourrions voir des gens dormir dehors.

policiers municipaux.

des écoles, incivilités, respect des règles de citoyenneté... Qu'on la laisse s'occuper de ces fonctions et qu'on ne lui rajoute pas d'objectifs qui la dépassent !

Souhaitons que notre commune ne cède pas à cette psychose dangereuse qui ne profite qu'aux marchands d'armes.

La Métropole augmente le prix de l'eau !

Véolia, qui était en charge de la distribution de l'eau dans une grande partie de l'agglomération jusqu'en 2012, n'a pas procédé aux investissements et à l'entretien nécessaire lors de sa gestion. Voilà le bilan de la gestion privée.

Maintenant, la Métropole veut nous faire payer la note. Et si l'usager est pénalisé, c'est aussi parce que les agences de l'eau réduisent leurs concours du fait de la politique d'austérité dont elles sont aussi victimes.

Avant tout, il est urgent de mettre en place une tarification sociale et écologique, baissant les tarifs pour les plus pauvres et les augmentant pour les pollueurs. La Métropole remet ce débat aux calendes grecques...

La gratuité des transports, c'est la santé !

Des prolongations très limitées, une petite augmentation du cadencement des bus à certaines heures de la journée. La publicité sur les lignes FAST est inversement proportionnelle à l'ampleur des modifications réelles pour les usagers. Le battage médiatique masque l'essentiel. L'essentiel c'est l'augmentation importante des tarifs. La mesure positive qu'est la baisse de moitié des tickets modérate ne peut masquer la réalité : le ticket à l'unité devient un luxe à 1,6 € pour un voyage d'une seule heure. Les tarifs des tickets par carte de 10 également : 1,33 € le voyage. L'augmentation de 30 € des abonnements annuels est considérable : 7% en 2014, c'est en tout plus de 26% depuis 2010.

Rien qui favorise l'utilisation des transports en commun. La gratuité ou les réductions de tarifs pour les plus démunis des habitants, si elle dépasse celles et ceux qui sont en difficulté, est plus une aide qu'une volonté de permettre à toutes et à tous de se déplacer librement. Pourtant la gratuité mise en place lors des pics de pollution a montré son efficacité en terme de fréquentation.

La pollution atmosphérique tue plus que les accidents de la circulation. En 2012, une étude dans sept villes « volontaires », dont Rouen, a révélé que si la France appliquait la valeur guide de l'Organisation Mondiale de la Santé sur les particules fines (10 µg/m³ en moyenne annuelle) 110 décès seraient potentiellement évités chaque année à Rouen, dont 50 % pour causes cardiovasculaires. Le gain d'espérance de vie à l'âge de 30 ans serait de 4 à 5 mois. Enfin 180 millions d'euros seraient économisés en dépenses de santé à Rouen.

La lutte contre la pollution passe par l'éradication des moteurs diesel – l'une des principales sources de particules fines – dont la nocivité a été reconnue par l'OMS dès 1988.

La gratuité des transports réduit la circulation routière et pour cette raison aussi elle est une urgence. Elle permettrait une réduction importante des coûts de voirie, donc des économies.

Vous pouvez contacter le Collectif agglomération rouennaise pour les Transports gratuits au 22bis rue Dumont d'Urville – 76000 Rouen. Transportsgratuitscrea@gmail.com

Pour l'école publique !

Nous avons voté contre la subvention accordée à l'école catholique Jeanne d'Arc car nous sommes contre la loi Debré, qui depuis 1959, fait peser sur les communes les coûts de fonctionnement et d'entretien des écoles d'enseignement privées sous contrat d'association avec l'Etat. Toute subvention à l'école privée, c'est de l'argent en moins pour l'école publique. 11 autres conseillers municipaux ont également voté contre cette subvention... c'est bien la preuve que si partout en France, tous les élus attachés au service public et laïque de l'éducation faisaient de même, cette loi serait sérieusement mise à mal.

L'argent public ne doit servir qu'à l'école publique ! Celle-ci est la seule qui soit protégée des influences religieuses de toute sorte.

Depuis des années, l'école publique subit des attaques répétées de la part des gouvernements avides d'économies budgétaires.

L'école publique doit être un lieu d'émancipation des jeunes, de leur confrontation entre eux et avec d'autres adultes que ceux du milieu de naissance. Elle doit avoir les moyens de répondre aux demandes des élèves qui veulent apprendre la langue de leurs parents sans passer par des cours qui mélangent étude et religion. Il faut des enseignants expérimentés, formés, et en nombre suffisant. Il faut revenir sur les rythmes scolaires déstabilisants, fatigants et inefficaces. Autant de conditions pour défendre une laïcité compréhensible par tous et toutes.

Conservatoire : le silence règne...

Au dernier conseil municipal, deux élus municipaux ont interpellé le maire pour que le rapport effectué par un cabinet de psychologues sur la situation de souffrance des personnels du Conservatoire leur soit communiqué... en toute transparence. Le maire leur a répondu qu'il ne l'avait pas encore lu... et qu'ils devraient donc attendre cette lecture pour que le sujet soit abordé !

Drôle de façon de botter en touche sur une situation pourtant grave et désormais suffisamment connue dans la commune pour que l'ensemble du conseil municipal puisse en discuter. A croire que certains cherchent à gagner du temps...

Chapelle Darblay : Interdiction des licenciements !

Le groupe finlandais UPM a annoncé sa volonté d'arrêter une machine (la numéro 3) et de supprimer 196 emplois sur le site de la papeterie Chapelle-Darblay, à Grand-Couronne. Cette décision, alors que le groupe a réalisé 346 millions de bénéfice en 2014, est un scandale, et elle met en péril l'avenir même du site couronnais. Confrontée à une explosion du chômage, l'agglomération rouennaise n'a pas besoin d'une nouvelle saignée ! Le gouvernement a déjà laissé tomber la raffinerie Pétroplus, il ne doit pas laisser mourir Chapelle-Darblay.

En 1983, une longue lutte avait eu lieu contre les licenciements sur les deux sites des Papeteries de la Chapelle à St-Etienne et à Grand Couronne. Déjà le gouvernement Mitterrand avait refusé d'intervenir et de nationaliser l'entreprise. Depuis, les sites ont fréquemment changé de propriétaires et à chaque fois l'effectif a été réduit. Aujourd'hui, sous prétexte que le papier journal se vend moins, les capitalistes ont décidé de supprimer la moitié des emplois à Grand Couronne, sans tenir compte des propositions de reconversion faites par les représentants des salariés.

Il y a une solution à cette crise du papier-carton : l'expropriation des usines et la création d'une filière nationale garantissant l'emploi, produisant utile et respectant l'environnement. Voilà ce que devrait faire un ministère du travail digne de ce nom ! Tout le reste n'est que baratin et ne contribue qu'à la désespérance.

Saint-Etienne du Rouvray

Vous voulez nous contacter, rejoindre notre équipe, ou simplement nous écrire...

SERVAG 265 rue de Paris 76800 SER

ser.vraimentagauche@gmail.com

Tél: 07 82 06 93 52



Vraiment à gauche !

Bulletin des élu-es et de
l'équipe
Saint-Etienne Vraiment à
gauche !
soutenue par le

